

Impôt sur le revenu—Loi

D'après moi, monsieur l'Orateur, c'est en se basant sur leurs propres prévisions extravagantes, exagérées, imprécises et inexactes, faites délibérément ou non lorsqu'ils se sont mis à faire des promesses extravagantes, promesses qu'ils doivent maintenant renier à l'exception d'une ou deux, celles que, d'après moi ils devraient justement s'abstenir de réaliser. Leur crédibilité est en jeu quand ils tentent de justifier leur incapacité d'agir et de respecter leurs promesses, celles-là mêmes qui leur ont valu d'être élus par les Canadiens. Ils font preuve d'hypocrisie et de duplicité, si ce n'est pire, en affirmant à la Chambre qu'ils ne peuvent respecter leurs promesses parce que la situation telle qu'ils la voient maintenant est pire qu'ils ne le pensaient avant le 22 mai. Ils ont fait campagne en dénonçant ces obligations en espèces qui se sont avérées bien moindres en réalité. Ils le savent parce qu'ils ont maintenant accès à tous les dossiers. Nous ne leur avons rien caché quand nous étions au pouvoir.

● (1510)

On pourrait aussi parler des indicateurs économiques selon lesquels un nouveau budget s'imposait. Comme l'un de mes collègues a tenté de le faire consigner au compte rendu pendant la période des questions aujourd'hui, la croissance réelle du PNB est passée d'environ 2.3 p. 100 à environ 3.4 p. 100, selon les prévisions. En fait, elle se situe à 3.5 p. 100 pour cette année, et nous sommes en novembre 1979. Ces résultats sont attribuables au budget libéral et au passage anticipé de ces mesures. Parce que le ministre des Finances (M. Crosbie) n'a pas encore présenté de budget à la Chambre, il ne peut s'attribuer le mérite de la croissance favorable du PNB. Nous souhaitons tous qu'elle augmente encore. Comme les prévisions étaient beaucoup plus basses, cela dénote une amélioration qu'ils ne peuvent passer sous silence.

Ils s'attendaient à un taux de chômage de 9 ou 10 p. 100 cette année. Or, il se situe juste au-dessus de 7 p. 100. C'est encore beaucoup trop haut, mais c'est là-dessus qu'ils se sont fondés pour faire leurs promesses électorales et annoncer un retour à la prospérité. C'est là-dessus qu'ils se sont fondés pour formuler leur idée d'un budget stimulant et d'un déficit de dépenses excessif. Dieu merci, ils battent en retraite à cet égard. Ces gens-là se lamentaient parce que l'inflation était galopante. Actuellement aux environs de 9 p. 100, le taux d'inflation est encore trop élevé, mais plus bas qu'ils ne l'avaient prévu. Je ne cesserai pas de répéter cela tant qu'un de nos vis-à-vis n'aura pas le courage et l'honnêteté de se lever et de dire: «D'accord, nous allons abandonner cette pratique stupide de rejeter tout le blâme sur le gouvernement antérieur et assumer nos responsabilités». Les vis-à-vis entendront ce refrain encore longtemps, tant qu'ils continueront à reprocher hypocritement tout au passé. Ils deviennent peu convaincants. De fait, chaque indice économique et aspect fiscal de la situation, comme ils le savent maintenant, sont bien meilleurs qu'ils ne l'avaient prévu dans leur prophéties pessimistes durant la campagne électorale et l'année précédant leur arrivée au pouvoir. Nous avons des documents pour le prouver. A mon avis, leur argumentation est fallacieuse. Ils doivent maintenant se mettre à l'oeuvre.

Une des meilleures compensations dont peut profiter ceux qui n'assument plus aucune responsabilité ministérielle est d'avoir plus de temps à sa disposition. Nous avons un peu de temps pour jouer au golf, pour penser et même pour lire. Mes

lectures sont assez étranges ces jours-ci. Je lis certains débats qui se sont déroulés à l'autre endroit. J'ai un exemplaire des débats de l'autre endroit du mercredi 24 octobre 1979. J'y ai vu le nom d'un nouveau bonhomme qui se nomme le sénateur Murray. C'est le véritable gourou du parti conservateur. C'est l'éminence grise du parti. C'est le type qui les a fait élire.

Une voix: Keith avait besoin de compagnie.

M. Andras: Oui, il a été récompensé, comme d'autres qui se débrouillent bien dans ce genre de circonstances. Cela va probablement se reproduire.

Je crois savoir que parce qu'il s'inquiétait des promesses électorales que le premier ministre faisait conformément aux instructions qu'il lui transmettait de High River et voyant que le gouvernement ne faisait pas grand-chose, il a appelé le bureau du premier ministre en juin ou juillet et il a dit au premier ministre «Il vaudrait mieux rassembler les gars à Jasper et les rappeler à l'ordre. Du train où vont les choses nous ne tiendrons aucune des promesses électorales que nous avons faites.» Une petite réunion a donc eu lieu à Jasper et le sénateur Murray a dit à tout le monde comment il entendait que les choses se passent et je vous jure que ça les a réveillés.

M. Whelan: Il n'y avait que le petit cabinet; le grand cabinet n'était pas là.

M. Andras: C'est vrai, c'était le petit cabinet. Je n'ai pas très bien tout compris encore. Un jour, je ferai un autre discours là-dessus. Ça devrait être très drôle.

Quoi qu'il en soit, le gourou, notre collègue sénateur, a réuni ses disciples et leur a dit: «Voici ce que vous avez à faire. Oubliez l'idée absurde de garder le sous-ministre des Finances malgré ce qu'en pense le ministre des Finances, les choses ne se passeront pas ainsi.» Puis il a ajouté: «Peu importe qu'il soit bon ou mauvais, il doit partir.» Le ministre des Finances aurait, semble-t-il, défendu le sous-ministre en titre, mais j'imagine que cet après-midi-là des ordres ont été donnés, et lorsque le ministre des Finances est retourné à son bureau, il a constaté qu'il avait un nouveau sous-ministre. Je ne serais pas étonné qu'il n'ait appris qu'après coup qu'il était.

Quoi qu'il en soit, on est en droit de poser des questions. Il semble bien que le grand manitou de la politique économique soit un ancien collègue de nos amis d'en face qui n'a pas cru bon de se porter de nouveau candidat. Je veux parler de M. Gillies, qui mène la barque depuis le cabinet du premier ministre.

Comme en fait foi la page 171 des *Débats du Sénat*—il semble que leurs délibérations soient moins longues que les nôtres—le sénateur, sauf erreur, dans son premier discours au Sénat, dans un véritable sermon à ses collègues sénateurs où il les invitait à profiter de son expérience et de la sagesse qu'il a acquise au fil des ans, a dit ceci:

... ce qui est en cause, c'est la crédibilité du système. Car, hélas, cette crédibilité a été passablement battue en brèche par le cynisme et les volte-face spectaculaires dont nous avons été témoins ces années-ci.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député. Je dois l'informer que c'est la coutume établie à la Chambre, et de nombreuses citations peuvent corroborer cette affirmation, de ne pas permettre aux députés de citer les délibérations qui se déroulent à l'autre endroit.